



Baisse d'impôt sur le revenu, une imposture électorale !

Pourquoi la baisse d'impôt sur le revenu annoncée hier par le gouvernement n'est pas une bonne nouvelle ? Voici les 8 principales raisons, avancées par la fédération des Finances CGT.

1 - Une minorité de contribuables est concernée

Même si elle devrait viser 5 millions de foyers fiscaux, cette mesure clientéliste ne va donc dans les faits concerner qu'une minorité de contribuables. Cela va encore une fois les ériger les uns contre les autres.

2 - Le gouvernement reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre

Même pour cette minorité de contribuables l'opération finale ne sera sûrement pas positive. En effet, une baisse de l'impôt sur le revenu de 200 euros sera largement amputée par la hausse d'un grand nombre de taxes souvent moins visibles. Par exemple, durant ces 5 dernières années les taxes locales et les taxes écologiques (carburant, chauffage...) ont augmenté d'environ 15 %.

3 - Un impact marginal dans le budget des ménages

Pour un couple avec 2 enfants ayant des revenus moyens (percevant chacun 1800 euros de salaire), l'impôt sur le revenu est largement minoritaire au regard de l'ensemble des prélèvements fiscaux qu'ils acquittent. L'impôt sur le revenu représente en moyenne moins de 7% de l'ensemble de leurs dépenses fiscales. Ils payent par exemple 8 fois plus de TVA par an que d'impôt sur le revenu.

4 - Le transfert de la pression fiscale se poursuit entre entreprises et ménages

Attention, chaque mesure en faveur des ménages est accompagnée d'une mesure d'allègement fiscal beaucoup plus importante pour les entreprises. Cette fois, il s'agit de la baisse de l'impôt sur les sociétés et l'augmentation du Crédit impôt recherche. Ce nouvel allègement de la fiscalité des entreprises devra in fine être compensé d'une manière ou d'une autre et ce sont les ménages qui seront une nouvelle fois mis à contribution.

5 - Il ne s'agit pas d'un geste envers les plus modestes

En effet, environ 50 % des contribuables ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu. Cette mesure s'adresse donc à la moitié la moins pauvre de la population.

6 - L'impôt sur le revenu ne doit pas être la cible des baisses d'impôts

L'impôt sur le revenu est en théorie le plus juste du système fiscal français puisqu'il a la particularité de faire contribuer en fonction des richesses de chacun. Il ne représente pourtant qu'un quart des recettes fiscales de l'État. Et, avec cette nouvelle mesure, son influence va continuer à décroître.

7 - Quelle relance du pouvoir d'achat ?

Les citoyens n'aspirent pas à une baisse de leur impôt sur le revenu. Ils souhaitent un emploi et un bon niveau de rémunération. Cela passe donc par une politique cohérente et volontariste en la matière, diamétralement à l'opposé de la politique de l'offre mise en œuvre et illustrée par l'échec du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

8 - Il faut une réelle réforme fiscale !

Plus que de manœuvre électorale, la France a besoin d'une réelle et profonde réforme de son système fiscal. Il est urgent de le rendre plus simple, plus lisible, plus juste socialement et plus efficace économiquement.

Retrouvez les propositions de la CGT Finances sur notre site dédié à la fiscalité : www.justicefiscale.fr.